

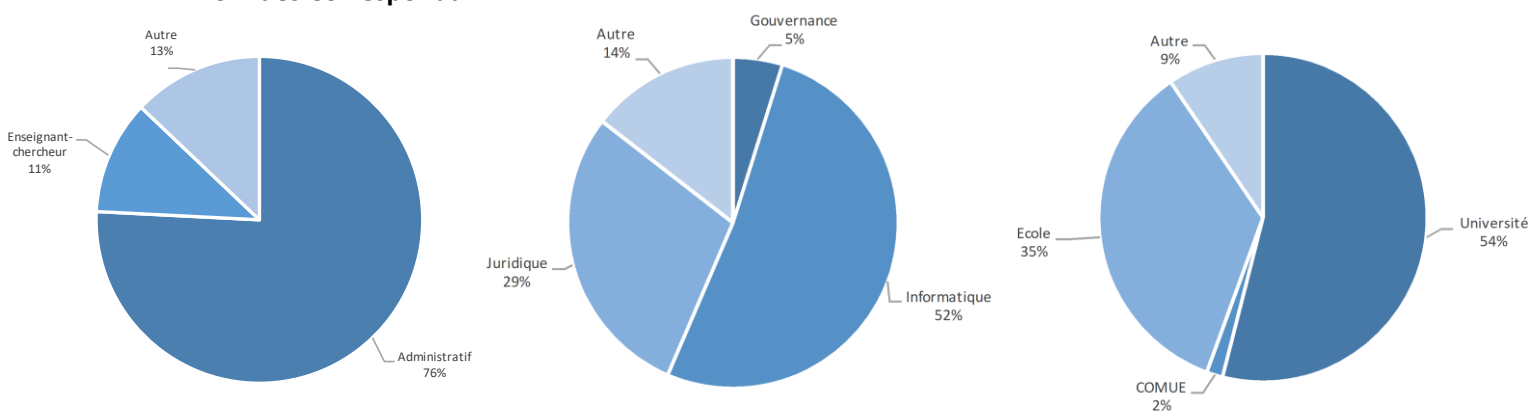
Enquête SupCIL 2017

relative aux Correspondants informatique et libertés

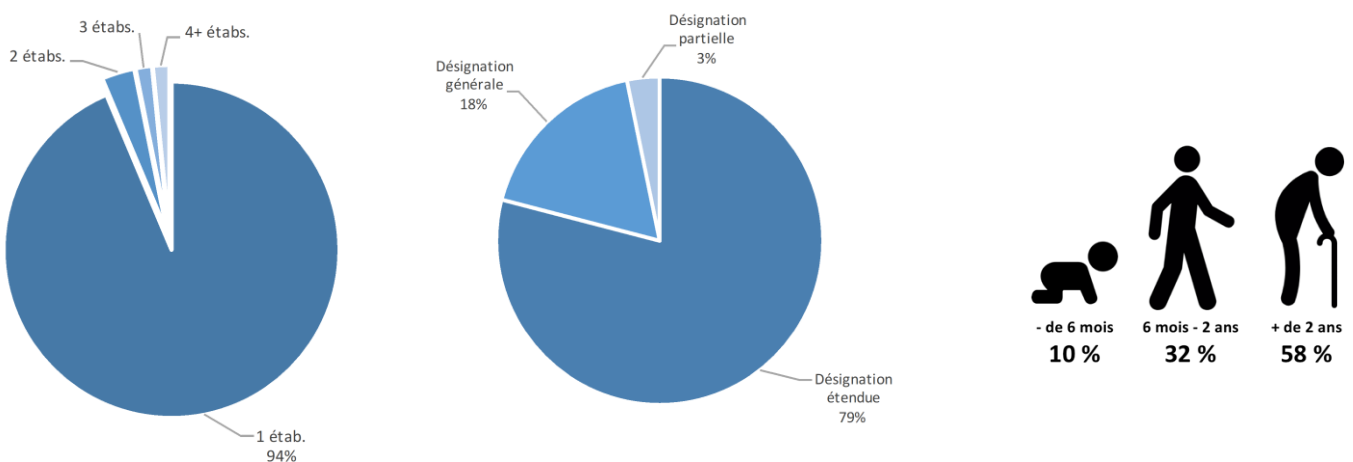
A mi-chemin de la phase de préparation à la conformité au Règlement européen sur la protection des données (RGPD), et à trois ans de sa dernière édition, l'enquête portant sur la mission des Correspondants informatique et liberté (CIL) a été relancée et a reçu 65 réponses.

Nous disposons ainsi d'un outil d'analyse de la situation générale des CIL, de l'évolution de la fonction (2010-2014-2017), et d'une projection en vue de la prochaine réglementation européenne.

• Profil des Correspondants :



La répartition des CIL par métier (notamment juridique/informatique) est globalement similaire à la répartition nationale (47%/19%¹). La part de CIL d'université et de CIL d'école reste stable (57%/35% en 2010²).



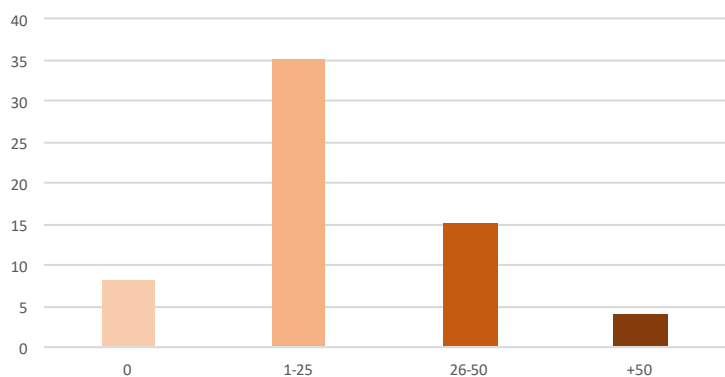
La mutualisation de la fonction reste marginale, et la désignation étendue continue à être largement privilégiée. On note en revanche un rajeunissement des CIL, dès lors que seuls 58% des répondants sont en poste depuis plus de deux ans (24% en 2010, 73% en 2014).

¹ les éléments nationaux sont issus de l'enquête IFOP de juillet 2015 pour la CNIL

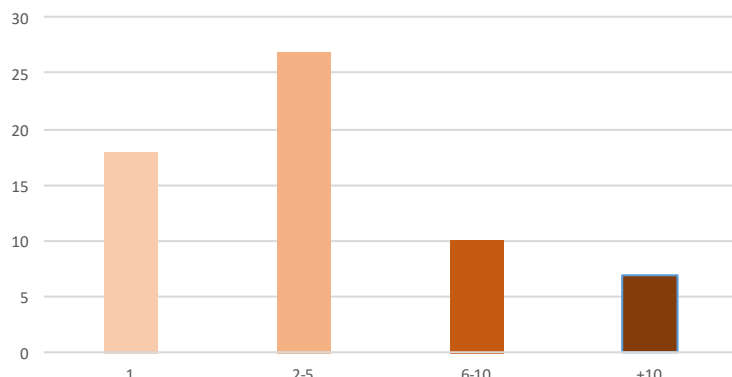
² les éléments de comparaison avec les années précédentes font référence aux enquêtes 2010 et 2014 de SupCIL

Crédits images : <http://www.flaticon.com/>

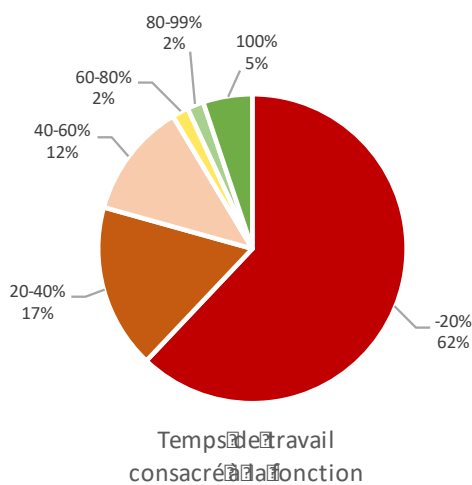
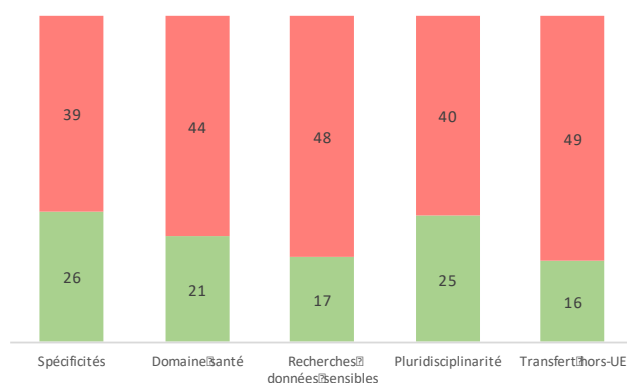
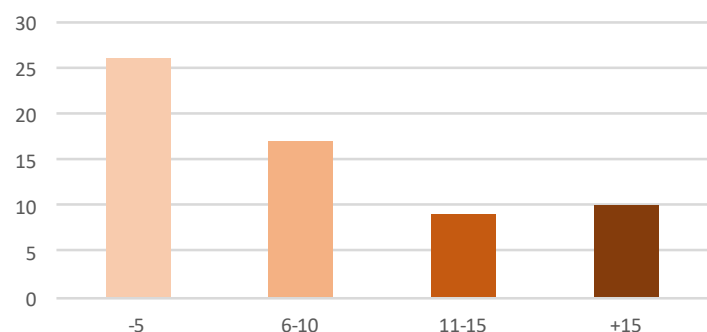
Nombre de laboratoires



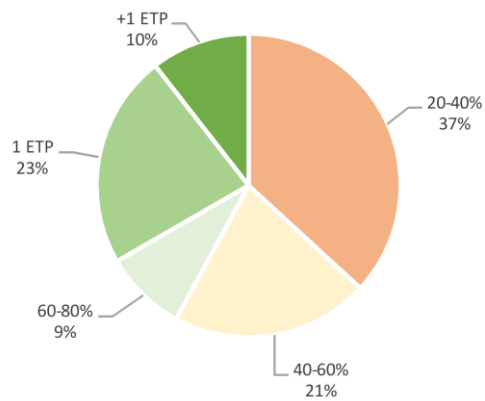
Nombre de sites



Nombre de composantes

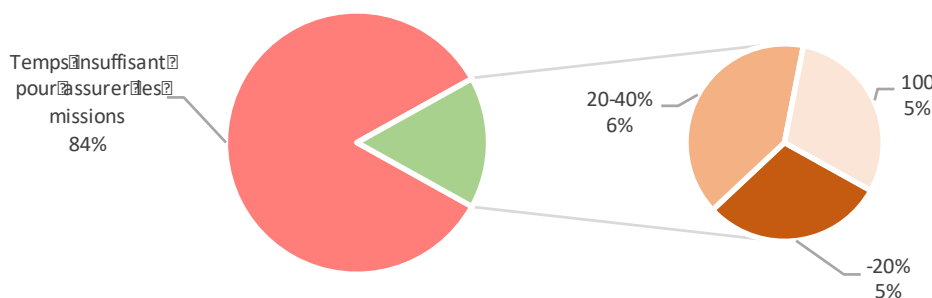


Temps de travail "adéquat"

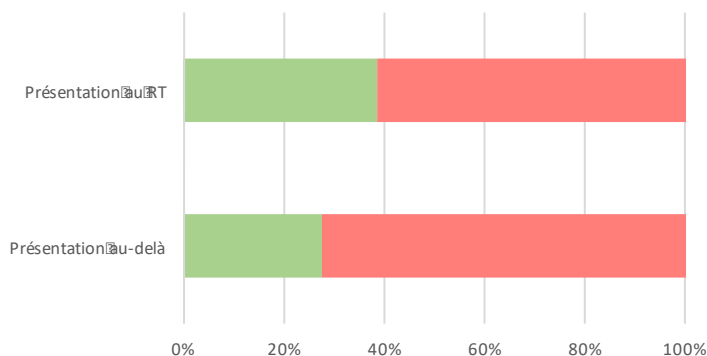
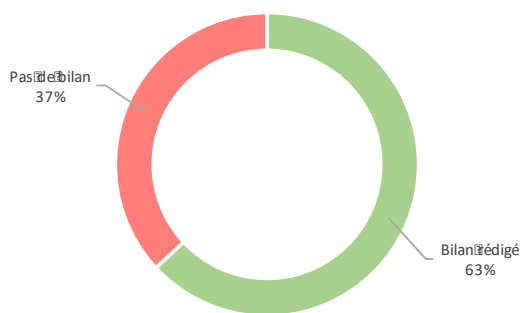


Le temps de travail moyen consacré à la fonction de CIL a augmenté, la proportion minimale (-20%) ayant quant à elle diminué au cours des dernières années (82% en 2010, 67% en 2016). Parallèlement, le temps de travail « adéquat » estimé est en hausse, comme l'illustre le nombre de CIL qui attendent un ETP minimum (14% en 2010, 29% en 2014).

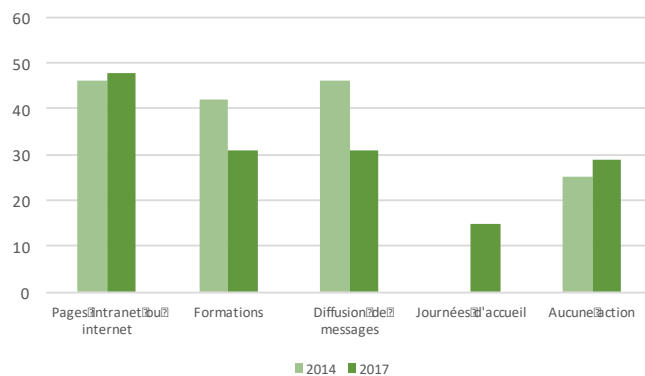
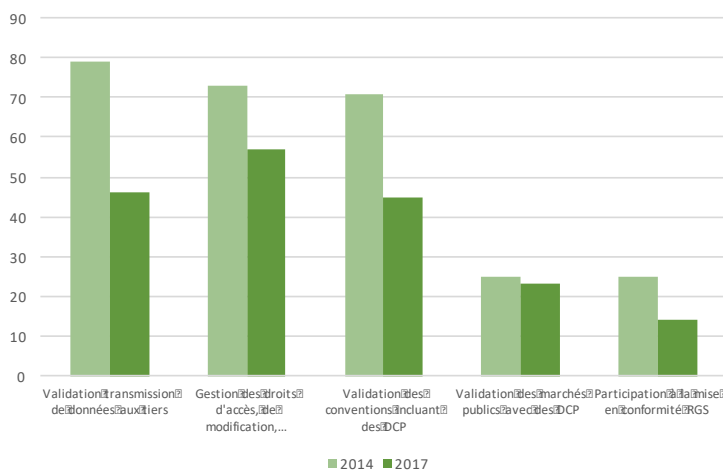
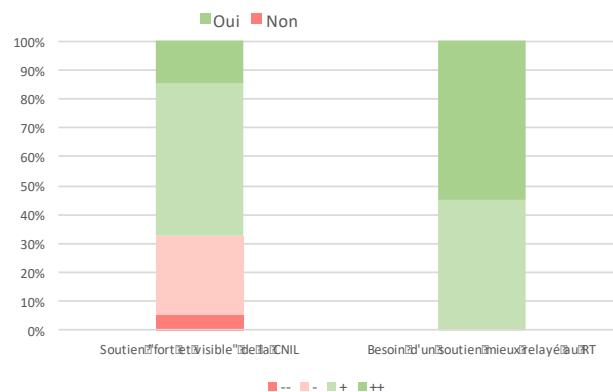
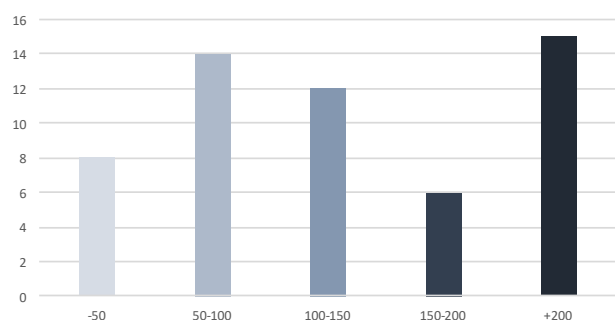
L'insatisfaction des CIL vis-à-vis de leur temps de travail reste stable, largement majoritaire.



• **Exercice de la mission :**

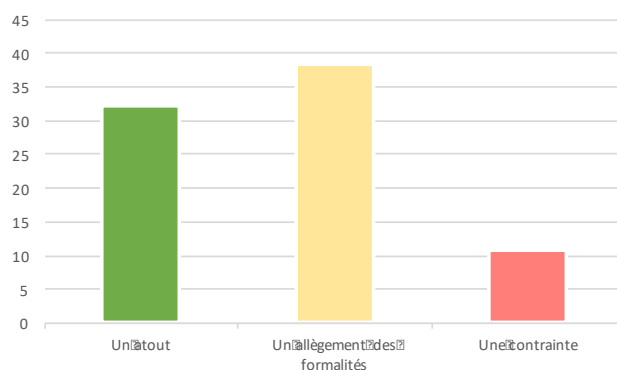
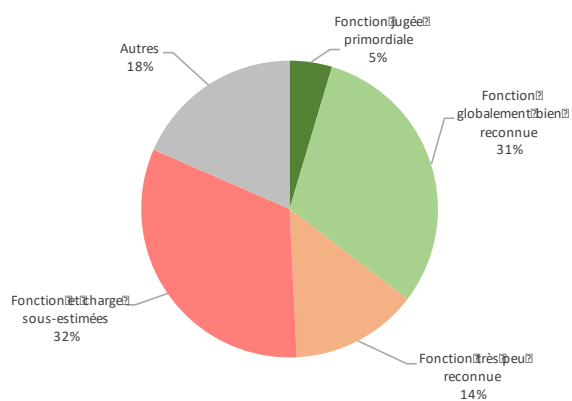


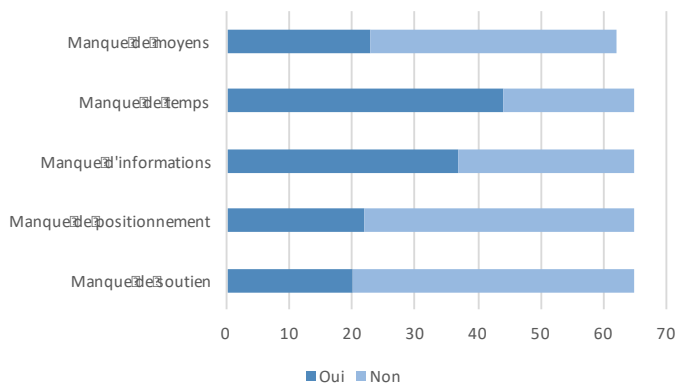
Taille du registre



La proportion de CIL répondants ne mettant en place aucune action de sensibilisation est largement supérieure à la moyenne nationale (15%).

• **Reconnaissance de la fonction :**





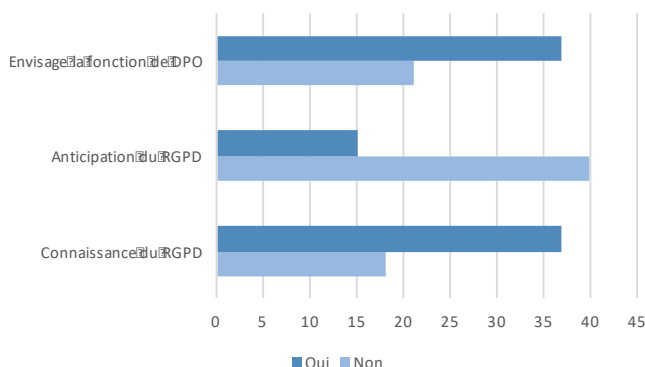
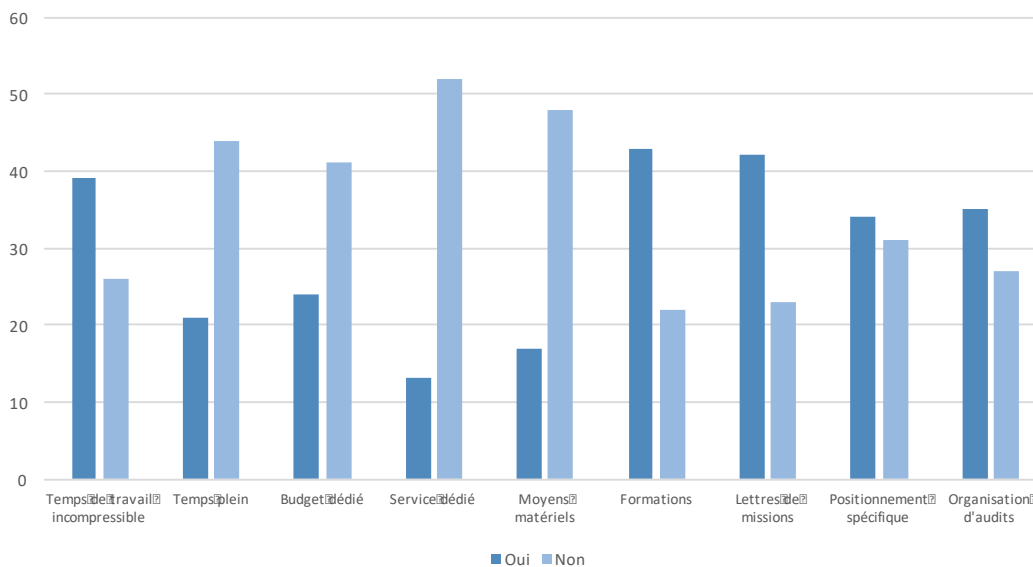
15%
ont des
relais

Au niveau national, 24% de CIL ont mis en place des relais locaux « informatique et libertés ».

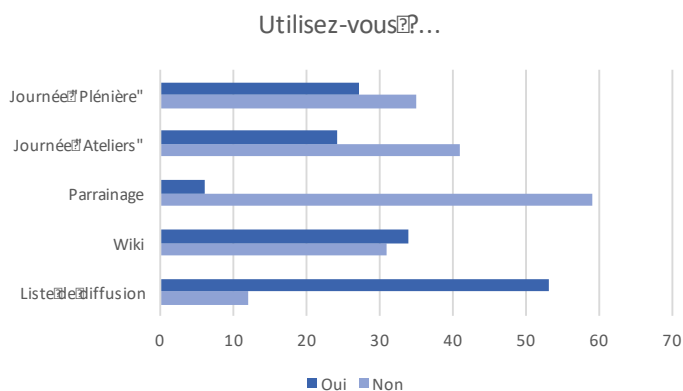
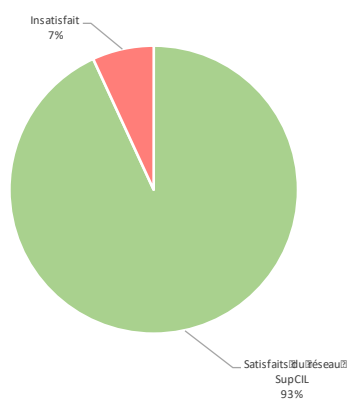
La part de CIL dont la fonction est globalement bien reconnue est en baisse (38% en 2014, 32% en 2010) ; en revanche, elle est également moins vue comme une contrainte (27% en 2010, 42% en 2014).

- **Règlement européen et *Data protection officer* (DPO) :**

Moyens indispensables au DPO



• **Le réseau SupCIL :**



Les commentaires rédigés par les collègues ayant répondu au questionnaire font apparaître des suggestions :

- de formation juridique pour les Correspondants nouvellement désignés, notamment à profil informatique, et une meilleure prise en compte des changements de CIL dans les établissements ;
- de plus forte mutualisation, au travers d'un investissement d'un plus grand nombre ;
- de rencontres plus régulières et au besoin en visioconférence, le cas échéant régionales et locales ;
- d'une évolution des échanges, par exemple vers un forum de discussion, afin d'éviter les nombres courriels reçus par la liste de diffusion.